



Le Conseil de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau se réunit à Oberkirch : focus sur la mobilité

Kehl, 28 mars 2025 – Le Conseil de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau s'est réuni pour la première fois de l'année à Oberkirch, le jeudi 27 mars 2025. Le maire Gregor Bühler a accueilli les membres du conseil dans la salle Erwin-Braun. La mobilité dans la région ainsi que l'adoption du budget pour l'année 2025 ont été au cœur des débats.

Rheintalbahn

Les représentants allemands et français se sont prononcés en faveur d'une déclaration commune de tous les signataires du pacte de mobilité de Lahr, demandant à DB InfraGO AG de raccourcir la durée des travaux et de mettre en place des arrêts de substitution pour le transport ferroviaire.

Cette demande est motivée par les travaux d'aménagement prévus sur la ligne ferroviaire entre Karlsruhe et Bâle, qui entraîneront une fermeture temporaire de certaines sections. Ainsi, le trafic ferroviaire entre Offenburg et Riegel sera interrompu pendant six ans.

Durant cette période, le transport de marchandises, le transport de voyageurs longue distance et une partie du transport régional seront dirigés vers Offenburg via les nouvelles voies, mais sans arrêt. Un service de substitution par bus est prévu pour les gares de Friesenheim, Lahr, Ohrsweier, Ringsheim, Herbolzheim et Kenzingen.

Les signataires du pacte de mobilité de Lahr, parmi lesquels figure l'Eurodistrict, craignent qu'un service de remplacement ferroviaire exclusivement routier n'encourage, sur le long terme, l'utilisation du transport individuel. Selon eux, il est essentiel d'éviter que les habitants ne perdent l'habitude d'utiliser les transports publics sur une période aussi longue. Une telle évolution serait néfaste. De plus, la mobilité transfrontalière serait considérablement entravée, représentant une contrainte supplémentaire pour les habitants de l'Eurodistrict.

Le Conseil a donc réaffirmé son soutien au projet majeur d'aménagement de la Rheintalbahn, tout en insistant sur la nécessité d'une mise en œuvre rigoureuse et rapide des travaux afin que la région ne soit pas laissée pour compte, même temporairement.

La présidente de l'Eurodistrict, Jeanne Barseghian, ainsi que le vice-président Thorsten Erny, considèrent cette position commune comme un signal franco-allemand fort. Cette initiative s'inscrit dans la continuité de l'engagement de l'Eurodistrict en faveur d'une mobilité transfrontalière efficace, illustré aussi par son soutien au manifeste ferroviaire du Rhin Supérieur en 2023.

Une fois signée par tous les partenaires, cette position commune sera transmise par le ministère des Transports du Bade-Wurtemberg au ministère fédéral du Numérique et des Transports ainsi qu'à DB InfraGO AG.

Construction d'un nouveau pont Europe

La situation du pont de l'Europe entre Kehl et Strasbourg a également été abordée à l'initiative des membres du Conseil. La hausse constante du trafic sur le pont de l'Europe, érigé dans les années 1960, a provoqué des signes de détérioration de la structure. Afin de garantir sur le long terme l'existence de cette traversée routière du Rhin entre Strasbourg et Kehl, une reconstruction complète du pont est nécessaire malgré les travaux de rénovation réalisés en 2023. Au début de l'année, le Regierungspräsidium Freiburg et l'Eurométropole de Strasbourg, en tant qu'autorités compétentes respectives en matière de construction routière, ont déjà signé un accord sur la planification du projet.

Le pont de l'Europe est un axe principal pour le trafic frontalier dans le territoire franco-allemand de l'Eurodistrict. À ce titre, le Conseil de l'Eurodistrict se félicite de la décision de reconstruction et demande, dans une résolution, une mise en œuvre ciblée et rapide avec tous les moyens et capacités disponibles, afin de ne pas restreindre ni gêner inutilement la mobilité et le quotidien transfrontalier des usagers.

Selon lui, l'engagement des autorités compétentes à maintenir entièrement la praticabilité pendant toute la durée des travaux, contrairement à la fermeture imposée lors des travaux sur le pont de Gamsheim, est un signal positif. L'état actuel de la planification prévoit de ne démonter le pont existant qu'après l'achèvement de la nouvelle construction.

Améliorer les transports publics transfrontaliers

Les réflexions sur la création d'une communauté tarifaire transfrontalière progressent également. À l'initiative de l'Eurodistrict, une étude de faisabilité portant sur l'introduction d'une telle communauté tarifaire a été lancée à la fin de l'année dernière, en étroite collaboration avec des partenaires de transport français et allemands. Dans le cadre d'un appel d'offres public, le Conseil a mandaté le consortium composé des cabinets d'avocats Cloix-Mendès-Gil et QIVIVE, ainsi que du cabinet de conseil TTK, pour réaliser cette étude. Les premiers résultats sont attendus pour l'été 2025. L'amélioration des transports en commun transfrontaliers est depuis de nombreuses années l'une des préoccupations majeures de l'Eurodistrict. À l'automne dernier, une convention franco-allemande a été organisée sur ce thème afin de recenser les préoccupations des citoyens, qui seront également prises en compte dans l'étude.

Budget 2025 : Promotion des rencontres transfrontalières

Lors de la séance, le Conseil a également adopté les comptes annuels 2024 et le budget 2025. Outre les projets de mobilité, l'accent a été mis sur la promotion du bilinguisme et le soutien aux rencontres transfrontalières. Le projet éducatif « Spiel & Parle », qui permet à quelque 280 enfants d'écoles primaires d'apprendre les langues de manière ludique et de se rencontrer au-delà des frontières, sera renforcé grâce à un budget porté à 66 000 €. L'objectif est d'étendre davantage le projet à l'ensemble du territoire pour l'année scolaire à venir et d'augmenter continuellement le nombre d'enfants participants, a déclaré la présidente de l'Eurodistrict.

De plus, 40 000 € sont disponibles via le fonds scolaire de l'Eurodistrict pour soutenir les sorties scolaires franco-allemandes. Les demandes de subvention peuvent être envoyées au Secrétariat général tout au long de l'année.

La manifestation cycliste transfrontalière « Vélo Gourmand » fera son retour en 2025. Cette année, avec un nouveau parcours le long de l'axe Strasbourg-Kehl, elle invitera, le 28 septembre 2025, les citoyennes et citoyens des deux côtés du Rhin à célébrer l'amitié franco-allemande en pédalant.



Rat des Eurodistrikts Strasbourg-Ortenau tagt in Oberkirch: Mobilität im Fokus

Kehl, 28. März 2025 – Der Rat des Eurodistrikts Strasbourg-Ortenau kam am Donnerstag, den 27. März 2025, zu seiner ersten Sitzung des Jahres in Oberkirch zusammen. Oberbürgermeister Gregor Bühler hieß die Ratsmitglieder in der Erwin-Braun Halle willkommen. Im Mittelpunkt der Beratungen standen die Mobilität in der Region sowie die Verabschiedung des Haushaltsplans für das Jahr 2025.

Rheintalbahn – die Region darf nicht angehängt werden

Bezüglich des geplanten Aus- und Neubaus der Rheintalbahn stimmte der Rat für eine gemeinsame Stellungnahme aller Unterzeichner des Mobilitätspaktes Lahr, die die DB InfraGO AG auffordert, die Dauer der Bauarbeiten zu verkürzen und Ersatzhaltestellen für den Schienenverkehr einzurichten.

Hintergrund ist die Sanierung und Erweiterung der Bahnstrecke zwischen Karlsruhe und Basel, die laut aktuellem Planungsstand eine vorübergehende Sperrung bestimmter Streckenabschnitte vorsieht. So soll der Zugverkehr zwischen Offenburg und Riegel für sechs Jahre eingestellt werden. Güterverkehr, Personenfernverkehr und ein Teil des Regionalverkehrs sollen in dieser Zeit über die Neubaustrecke ohne Halt nach Offenburg geleitet werden. Für die Bahnhöfe Friesenheim, Lahr, Ohrscheier, Ringsheim, Herbolzheim und Kenzigen ist ein Schienenersatzverkehr mit Bussen geplant.

Die Unterzeichner des Mobilitätspakts Lahr, zu denen der Eurodistrikt gehört, sehen einen ausschließlich straßengebundenen Schienenersatzverkehr für diese Zeit kritisch, da er eine langfristige Verlagerung auf den Individualverkehr zur Folge haben könnte. Die Menschen dürften über einen Zeitraum von sechs Jahren von der Nutzung des ÖPNV nicht wieder entwöhnt werden. Das wäre genau die falsche Richtung, so der Tenor der Sitzung. Auch die grenzüberschreitende Mobilität würde erheblich beeinträchtigt, was eine Belastung für die Menschen im Eurodistrikt bedeutet. Daher bekräftigte der Rat, dass der Eurodistrikt ohne Frage hinter den Plänen des wichtigen Aus- und Neubaus der Rheintalbahn stehe, jedoch brauche es in der Umsetzung und Planung eine deutliche Stringenz und ein zügiges Vorgehen, damit die Region nicht abgehängt werde, auch nicht vorübergehend.

Eurodistrikt-Präsidentin Barseghian und Landrat und Vizepräsident Erny sehen in der gemeinsamen Stellungnahme auch ein wichtiges deutsch-französisches Signal im Einklang mit dem kontinuierlichen Engagement des Eurodistrikts für eine effiziente grenzüberschreitende Mobilität, mit dem im Jahr 2023 auch das Eisenbahnmanifest Oberrhein unterstützt wurde.

Nach der Unterzeichnung aller Partner des Mobilitätspakts Lahr soll das gemeinsame Positionspapier zu Interimshalten an der Rheintalbahn vom Ministerium für Verkehr Baden-Württemberg an das Bundesministerium für Digitales und Verkehr sowie die DG InfraGO AG gerichtet werden.

Ziel des Mobilitätspakts Lahr ist, die nachhaltige Mobilität in der Region durch eine verkehrsträgerübergreifende Vernetzung und Entwicklung aller Verkehrsmittel voranzubringen, um Klimaschutzziele zu erreichen und die verkehrliche Situation des Berufspendelverkehrs zu verbessern.

Neubau der Europabrücke

Thematisiert wurde auf Initiative der Ratsmitglieder auch der Sachstand zur Europabrücke zwischen Kehl und Straßburg. Die kontinuierlich steigende Verkehrsbelastung der in den 1960er Jahren errichteten Europabrücke hat zu Ermüdungserscheinungen am Bauwerk geführt. Um die langfristige Passierbarkeit der straßengebundenen Rheinquerung zwischen Straßburg und Kehl zu gewährleisten, ist trotz der Sanierungsarbeiten von 2023 ein vollständiger Neubau der Brücke erforderlich. Anfang des Jahres unterzeichneten das Regierungspräsidium Freiburg und die Eurometropole Straßburg als jeweils zuständige Straßenbaubehörden bereits eine entsprechende Planungsvereinbarung für das Projekt.

Als zentrale Rheinquerung sei die Europabrücke eine essentiell wichtige Verkehrsachse für den deutsch-französischen Grenzverkehr im Eurodistrikt. Der Rat begrüßte daher die Entscheidung zu einem Neubau. Um die Mobilität und den grenzüberschreitenden Alltag der Menschen nicht unnötig einzuschränken und zu belasten, forderten die Ratsmitglieder in einer Resolution zugleich eine zielgerichtete und zügige Umsetzung mit allen zur Verfügung stehenden Mitteln und Kapazitäten. Ein positives Signal sei die Zusage der zuständigen Behörden, dass die Passierbarkeit, anders als bei den Arbeiten an der Brücke Gamsheim, über den gesamten Zeitraum der Bauarbeiten vollständig erhalten bleibe. So sieht der aktuelle Planungsstand vor, die bestehende Brücke erst nach Fertigstellung des Neubaus zurückzubauen.

Grenzüberschreitenden ÖPNV verbessern

Einen Schritt weiter ging es bei den Überlegungen zu einem grenzüberschreitenden Tarifverbund. Ende des vergangenen Jahres wurde in enger Zusammenarbeit mit deutschen und französischen Verkehrspartnern eine Machbarkeitsstudie zur Einführung eines grenzüberschreitenden Tarifverbunds angestoßen. Nun hat der Rat im Rahmen einer öffentlichen Ausschreibung das Konsortium der Kanzleien Cloix-Mendès-Gil und QIVIVE sowie der Beratungsfirma TTK mit der Durchführung der Untersuchung beauftragt. Erste Ergebnisse werden im Sommer 2025 erwartet. Die Verbesserung des grenzüberschreitenden öffentlichen Nahverkehrs ist seit vielen Jahren eines der zentralen Anliegen des Eurodistrikts. Im Herbst letzten Jahres fand zu dem Thema ein deutsch-französischer Konvent zum Erfassen der Bürgeranliegen statt, die bei der Studie ebenfalls berücksichtigt werden sollen.

Haushaltsplan 2025: Grenzüberschreitende Begegnung fördern

Im weiteren Verlauf der Sitzung verabschiedete der Rat zudem den Jahresabschluss 2024 und den Haushaltsplan 2025. Neben den Mobilitätsprojekten stehen weiterhin die Förderung der Zweisprachigkeit und die Unterstützung grenzüberschreitender Begegnungen im Fokus. Das Bildungsprojekt "Spiel & Parle", das rund 280 Grundschulkindern in 12 Kommunen des Eurodistrikts spielerisches Sprachenlernen und grenzüberschreitende Begegnung ermöglicht, wird mit einer Erhöhung der Mittel auf 66.000 € weiter ausgebaut. Ziel sei, das Projekt im kommenden Schuljahr noch weiter in die Fläche zu bringen und die Anzahl der teilnehmenden Kinder kontinuierlich zu erhöhen, so die Eurodistrikt-Präsidentin.

Zusätzlich stehen über den Eurodistrikt-Schulfonds 40.000 € zur Förderung deutsch-französischer Schulbegegnungen zur Verfügung. Anträge können ganzjährig an das Generalsekretariat gerichtet werden.

Zurück ist auch die grenzüberschreitende Fahrradveranstaltung „Vélo Gourmand“, die in diesem Jahr mit einer neuen Strecke entlang der Achse Straßburg-Kehl am 28. September 2025 Bürgerinnen und Bürger beider Rheinseiten zum Genussradeln und gelebter deutsch-französischer Freundschaft einlädt.